

FM01 008/0131/11 02 02-88
RENCONTRE NATIONALE CONTRE L'APARTHEID

Présidence :

Père Yves Buannic
Serge Boucheny, sénateur
Professeur Jean Dresch
Père François Fournier
Claude Gatignon, AFASPA
Costa Gavras
Yves Grenet
Mme Grunfeld, MRAP Solidarité
Professeur Jacquart
François Moncla
Professeur Théodore Monod
Ernest Pignon-Ernest
Roger Rouquette, député
Marcel Trigon, maire

Secrétaire Générale :

Jacqueline Derens

pour information

Arcueil le 2 février 1988

Monsieur Jacques Chirac
Premier Ministre

Hôtel Matignon
57 rue de Varenne

75700 PARIS

Monsieur le Premier Ministre,

C'est avec stupéfaction que nous venons d'apprendre par la presse que vous estimiez que la France " n'a pas pour ambition de jeter l'anathème sur quiconque " en parlant de l'Afrique du Sud.

Vous ne pouvez pas ignorer que l'Afrique du Sud n'est pas un pays comme les autres ; ce pays est mis au ban des nations et son système raciste d'apartheid qualifié de " crime contre l'humanité " par l'ONU.

Alors que des pays comme les Etats-Unis les pays scandinaves ont promulgué des lois anti-apartheid, que la CEE a pris des mesures qui visent à isoler ce régime et à faire appliquer les sanctions globales et obligatoires demandées par l'ONU et la grande majorité du peuple sud-africain, votre prise de position met la France au niveau de collaborateur avec un régime de type raciste et fasciste.

C'est inacceptable d'autant que vous le savez l'état d'urgence fait régner la terreur sur le pays, censure la presse, emprisonne des enfants, torture les détenus et que quarante-six patriotes sont condamnés à mort.

Tous ces faits sont connus, on ne peut donc pas se retrancher derrière la formule " les affaires sont les affaires " comme osent le faire des chambres de commerce françaises qui vont au secours de Monsieur Botha, au moment même où des entreprises étrangères quittent ce pays.

.../...

Si près du bicentenaire de la révolution française dont l'idéal de justice et de liberté rayonne dans le monde entier, votre prise de position, votre encouragement à entretenir des relations avec l'Afrique du Sud est une insulte au peuple sud-africain opprimé.

Prendre des mesures pour respecter la volonté internationale en ce qui concerne les sanctions, serait au contraire redonner à la France le rôle phare qui doit être le sien.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de nos sentiments respectueux.

Le Président

Marcel Trigen

La Secrétaire Générale

Jacqueline Dérens

RENCONTRE NATIONALE CONTRE L'APARTHEID

Présidence :

Père Yves Buannic
Serge Boucheny, sénateur
Professeur Jean Dresch
Père François Fournier
Claude Gatignon, AFASPA
Costa Gavras
Yves Grenet
Mme Grunfeld, MRAP Solidarité
Professeur Jacquart
François Moncla
Professeur Théodore Monod
Ernest Pignon-Ernest
Roger Rouquette, député
Marcel Trigon, maire

Secrétaire Générale :

Jacqueline Derens

Arcueil le 2 février 1988

Monsieur le Président

Chambre de Commerce et d'Industrie
de Rouen

quai de la Bourse

76000 ROUEN

Monsieur le Président,

C'est avec stupéfaction que nous venons d'apprendre par la presse que la chambre de commerce de Rouen envisage d'envoyer une mission commerciale en Afrique du Sud.

Vous ne pouvez pas ignorer que le régime d'apartheid qui sévit en Afrique du Sud a été qualifié de "crime contre l'humanité" par la communauté internationale qui exige des sanctions globales et obligatoires pour isoler ce régime afin que le peuple sud-africain opprimé puisse enfin recouvrer ses droits légitimes.

Alors que les Etats-Unis, les pays scandinaves ont adopté des lois anti-apartheid, que la CEE recommande l'application de sanctions vis-à-vis de ce régime, il est aberrant et honteux que des entreprises françaises se portent au secours de Monsieur Botha.

L'argument "les affaires sont les affaires" est une médiocre diversion pour faire oublier les milliers d'emprisonnés, y compris des enfants, l'état d'urgence et la censure qui règnent dans ce pays. Entretenir des relations avec ce régime, c'est collaborer avec un régime raciste et fasciste. C'est inacceptable pour les français qui comme nous ont une autre idée de la France.

Aussi nous vous demandons de mettre un terme à toutes les missions commerciales ou autres avec ce régime.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments distingués.

Le Président

La Secrétaire Générale
Jacqueline Derens

RENCONTRE NATIONALE CONTRE L'APARTHEID

Présidence :

Père Yves Buannic
Serge Boucheny, sénateur
Professeur Jean Dresch
Père François Fournier
Claude Gatignon, AFASPA
Costa Gavras
Yves Grenet
Mme Grunfeld, MRAP Solidarité
Professeur Jacquart
François Moncla
Professeur Théodore Monod
Ernest Pignon-Ernest
Roger Rouquette, député
Marcel Trigon, maire

Secrétaire Générale :

Jacqueline Derens

Arcueil le 2 février 1988

Monsieur le Président
Maison de Commerce
Internationale de Strasbourg

4 quai Kleber

67000 STRASBOURG

Monsieur le Président,

C'est avec stupéfaction que nous venons d'apprendre par la presse que la Maison de Commerce de Strasbourg envisage d'envoyer une mission commerciale en Afrique du Sud.

Vous ne pouvez pas ignorer que le régime d'apartheid qui sévit en Afrique du Sud a été qualifié de " crime contre l'humanité " par la communauté internationale qui exige des sanctions globales et obligatoires pour isoler ce régime afin que le peuple sud-africain opprimé puisse enfin recouvrer ses droits légitimes.

Alors que les Etats-Unis, les pays scandinaves ont adopté des lois anti-apartheid, que la CEE recommande l'application de sanctions vis-à-vis de ce régime, il est aberrant et honteux que des entreprises françaises se portent au secours de Monsieur Botha.

L'argument " les affaires sont les affaires " est une médiocre diversion pour faire oublier les milliers d'emprisonnés, y compris des enfants, l'état d'urgence et la censure qui règnent dans ce pays. Entretenir des relations avec ce régime, c'est collaborer avec un régime raciste et fasciste. C'est inacceptable pour les français qui comme nous ont une autre idée de la France.

Aussi nous vous demandons de mettre un terme à toutes les missions commerciales ou autres avec ce régime.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments distingués.

Le Président

La Secrétaire Générale
Jacqueline Derens

RENCONTRE NATIONALE CONTRE L'APARTHEID

Présidence :

Père Yves Buannic
Serge Boucheny, sénateur
Professeur Jean Dresch
Père François Fournier
Claude Gatignon, AFASPA
Costa Gavras
Yves Grenet
Mme Grunfeld, MRAP Solidarité
Professeur Jacquart
François Moncla
Professeur Théodore Monod
Ernest Pignon-Ernest
Roger Rouquette, député
Marcel Trigon, maire

Secrétaire Générale :

Jacqueline Derens

Arcueil le 2 février 1988

Monsieur le Président

Chambre de Commerce et
d'Industrie de Moselle

10 avenue Foch

57000 METZ

Monsieur le Président,

C'est avec stupéfaction que nous venons d'apprendre par la presse que la Chambre de Commerce de Moselle envisage d'envoyer une mission commerciale en Afrique du Sud.

Vous ne pouvez pas ignorer que le régime d'apartheid qui sévit en Afrique du Sud a été qualifié de " crime contre l'humanité " par la communauté internationale qui exige des sanctions globales et obligatoires pour isoler ce régime afin que le peuple sud-africain opprimé puisse enfin recouvrer ses droits légitimes.

Alors que les Etats-Unis, les pays scandinaves ont adopté des lois anti-apartheid que la CEE recommande l'application de sanctions vis-à-vis de ce régime, il est aberrant et honteux que des entreprises françaises se portent au secours de Monsieur Botha.

L'argument " les affaires sont les affaires " est une médiocre diversion pour faire oublier les milliers d'emprisonnés, y compris des enfants, l'état d'urgence et la censure qui règnent dans ce pays. Entretenir des relations avec ce régime c'est collaborer avec un régime raciste et fasciste. C'est inacceptable pour les français qui comme nous ont une autre idée de la France.

Aussi nous vous demandons de mettre un terme à toutes les missions commerciales ou autres avec ce régime.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments distingués.

Le Président

La Secrétaire Générale
Jacqueline Derens